

Unité départementale de l'Artois
12, avenue de Paris
62400 BETHUNE

Béthune, le 18/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WDP FRANCE

Parc d'activités du Bois Rigault
62880 VENDIN-LE-VIEIL

Références : 1135-2024

Code AIOT : 0007003164

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement WDP FRANCE implanté Parc d'activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WDP FRANCE
- Parc d'activités du Bois Rigault - 62880 VENDIN-LE-VIEIL
- Code AIOT dans GUN : 0007003164
- Régime : enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le 17/03/2017, la société WDP FRANCE succédait à la société DESCAMPS en tant qu'exploitant du site de VENDIN-LE-VIEIL. La société WDP FRANCE était déjà propriétaire du site.

La société DESCAMPS avait été autorisée au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE à exploiter un entrepôt de stockage de linge de maison.

Par arrêté préfectoral du 07/10/2024 (sur proposition de l'Inspection par rapport du 30/04/2024 suite à une visite d'inspection du 25/03/2014), la société WDP FRANCE était mise en demeure de respecter les prescriptions des articles 2.2, 20.5.2, 21.2.4, 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats (PC3, PC4) font l'objet de proposition de suites administratives.

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC 1	Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024 Article 2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003		
PC 2	Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024 Article 20.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003		
PC 3	Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024 Article 21.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003		
PC 4	Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024 Article 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003		
PC 5	Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024 Article 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003		
PC 6	Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024 Article 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003		
PC 7	Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024 Article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié		
PC 8	Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024 Article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la base des constats établis lors de cette visite menée par l'Inspection et des compléments transmis par l'exploitant par message électronique du 24/12/2024, il a été mis en évidence la levée de 6 non-conformités sur les 8 reprises dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024.

2 non-conformités persistent (à noter que l'exploitant avait eu copie du rapport d'inspection et du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure le 30/04/2024) :

- > véhicules stationnés sur la voie engin du site ;
- > présence de non-conformités dans le rapport de vérification de l'installation de sprinklage dont une pouvant mettre en échec le système.

Les délais (7 jours et un mois) fixés à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024 pour que l'exploitant respecte les prescriptions des articles 21.2.4 et 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003 sont dépassés.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : PC 1

Référence réglementaire : Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024
Article 2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003

Thème(s) : propreté du site

Prescription contrôlée :

ARTICLE 1

La société WDP FRANCE est mise en demeure, pour son site situé parc d'activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL (62880), de respecter les prescriptions des articles 2.2, 20.5.2, 21.2.4, 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié dans les délais indiqués ci-dessous (à compter de la date de notification du présent arrêté).

PRESCRIPTIONS	ARTICLES	DELAIS
<u>2.2. - Intégration dans le paysage</u> « L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...). » Présence de déchets (papiers, plastiques, palettes de bois usagées, réfrigérateur,...) autour des bâtiments du site.	2.2	1 mois

Constats :

L'exploitant a fait nettoyer le site en juin 2024.

Il n'y a plus de palettes de bois usagées ni de réfrigérateur dans les espaces verts comme constaté lors de la précédente visite d'inspection.

Une information a été faite auprès des différents locataires concernant la bonne gestion des déchets à mettre en oeuvre.

Type de suites proposées : sans suites, respect de la prescription rappelée par APMD du 07/10/2024

Proposition de suites : pas de proposition de levée de l'APMD à ce stade (cf PC3 et PC4)

Nom du point de contrôle : PC 2

Référence réglementaire : Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024
Article 20.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003

Thème(s) : installations électriques

Prescription contrôlée :

ARTICLE 1

La société WDP FRANCE est mise en demeure, pour son site situé parc d'activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL (62880), de respecter les prescriptions des articles 2.2, 20.5.2, 21.2.4, 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié dans les délais indiqués ci-dessous (à compter de la date de notification du présent arrêté).

PRESCRIPTIONS	ARTICLES	DELAIS
<u>20.5.2. - Vérification périodique des installations électriques</u> « Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications. » Présence de non-conformités persistantes dans le rapport de vérification des installations électriques.	20.5.2	2 mois

Constats :

Le rapport de la vérification des installations électriques réalisée par la société SOCOTEC du 13/06/2023 contenait de nombreuses non-conformités (dont plusieurs déjà signalées lors de la précédente vérification en 2022) : absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités, dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel,...Le rapport indiquait que ces non-conformités pouvaient entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.

Par message électronique du 24/12/2024, l'exploitant nous fournissait:

- une attestation de la société CERATEC du 20/12/2023 de la levée de l'ensemble des remarques du rapport électrique de la société SOCOTEC.
- le rapport de la vérification des installations électriques réalisée les 5 et 6 septembre 2024 par la société CERATEC (11 observations qui ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion).

Type de suites proposées : sans suites, respect de la prescription rappelée par APMD du 07/10/2024

Proposition de suites : pas de proposition de levée de l'APMD à ce stade (cf PC3 et PC4)

Nom du point de contrôle : PC 3

Référence réglementaire : Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024
Article 21.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003

Thème(s) : accessibilité

Prescription contrôlée :

ARTICLE 1

La société WDP FRANCE est mise en demeure, pour son site situé parc d'activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL (62880), de respecter les prescriptions des articles 2.2, 20.5.2, 21.2.4, 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié dans les délais indiqués ci-dessous (à compter de la date de notification du présent arrêté).

PRESCRIPTIONS	ARTICLES	DELAIS
<p>21.2.4. - Accessibilité</p> <p>« L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Le contournement du bâtiment est assuré, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.</p> <p>Une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.</p> <p>Une voie de 4 mètres de largeur et de 3 m 50 de hauteur libre en permanence doit permettre la circulation des engins des Services de lutte contre l'incendie sur le demi-périmètre au moins de l'établissement. Les voies en cul de sac disposeront d'une aire de manœuvre permettant aux engins de faire demi-tour. Les voies de circulation doivent résister à un effort de 130 kN sur une surface circulaire de 0,20 mètre de diamètre.</p> <p>A partir de ces voies, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'établissement par un chemin stabilisé de 1,30 m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 m."</p> <p>Présence de nombreux véhicules stationnés sur la voie engin du site.</p>	21.2.4	7 jours

Constats :

Des véhicules légers appartenant au personnel du site et des poids-lourds (transporteurs) stationnent encore sur la voie engin du site : voir photographies en annexe I.

Par message électronique du 24/12/2024, l'exploitant nous fournissait un plan daté du 19/11/2024 comprenant les nouveaux aménagements prévus pour la gestion du stationnement.

Interrogé par l'inspection le 31/01/2025 sur la date de mise en œuvre de l'aménagement des nouvelles places de parking, l'exploitant ne nous a toujours pas fourni d'engagement ni de plan d'action.

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : astreinte

Nom du point de contrôle : PC 4

Référence réglementaire : Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024
Article 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003

Thème(s) : moyens de secours

Prescription contrôlée :

ARTICLE 1

La société WDP FRANCE est mise en demeure, pour son site situé parc d'activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL (62880), de respecter les prescriptions des articles 2.2, 20.5.2, 21.2.4, 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié dans les délais indiqués ci-dessous (à compter de la date de notification du présent arrêté).

PRESCRIPTIONS	ARTICLES	DELAIS
<p><u>21.3. - Moyens de secours</u></p> <p>« L'installation doit être dotée de moyens privés de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un réseau d'extinction automatique d'incendie implanté sur l'ensemble de l'entrepôt. - 6 poteaux d'incendie disposant des caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - poteaux de 100 mm - 4 des hydrants assurent en fonctionnement simultané, chacun un débit de 60 m3/h sous charge restante de 1 bar pendant 2 heures. - D'une réserve d'eau d'incendie de 480 m3 - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. - De robinets d'incendie armés de 40 mm installés conformément aux normes NF S 61 201 et S 62 201. Ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs). Ils sont protégés contre les chocs et le gel <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie. »</p> <p>Présence de non-conformités dans le rapport de vérification de l'installation de sprinklage.</p>	21.3	1 mois

Constats :

La dernière vérification du sprinklage du 19/04/2023 réalisée par la société All présentait plusieurs points de non-conformité (avec et sans risques de mise en échec du système). L'exploitant ne les avait pas prises en compte.

Par message électronique du 24/12/2024, l'exploitant nous fournissait le rapport de la vérification du sprinklage réalisée le 28/11/2024 par la société All.

Ce rapport mentionne toujours plusieurs points de non-conformité à lever (avec risques de mise en échec du système : présence de matelas dans la cellule 1 incompatible avec le sprinklage de type E-SFR et sans risques de mise en échec du système : quais de chargement non protégés pour la cellule Leguillon, toilettes dames non protégées cellules 7, 8, 9 et 10 et stockage de canapés dans la cellule DUPAS LEBEDA).

L'exploitant nous a envoyé un devis non signé du 23/12/2024 d'un montant de 7547,82 euros TTC relatif à l'entretien du sprinklage et à la levée des non-conformités. Il nous a également mis en copie d'une lettre adressée au locataire pour demander le retrait du matelas et des autres matières incompatibles avec le type de sprinkler en place. Aucun nouvel élément validant la levée des points de non-conformité n'a été transmis par l'exploitant (bon de commande signé, preuve du retrait des matelas,...) depuis le 24/12/2024.

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : astreinte

Nom du point de contrôle : PC 5

Référence réglementaire : Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024
Article 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003

Thème(s) : moyens de secours

Prescription contrôlée :

ARTICLE 1

La société WDP FRANCE est mise en demeure, pour son site situé parc d'activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL (62880), de respecter les prescriptions des articles 2.2, 20.5.2, 21.2.4, 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié dans les délais indiqués ci-dessous (à compter de la date de notification du présent arrêté).

PRESRIPTIONS	ARTICLES	DELAIS
<p>21.3. - Moyens de secours</p> <p>« L'installation doit être dotée de moyens privés de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un réseau d'extinction automatique d'incendie implanté sur l'ensemble de l'entrepôt. - 6 poteaux d'incendie disposant des caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - poteaux de 100 mm - 4 des hydrants assurent en fonctionnement simultané, chacun un débit de 60 m3/h sous charge restante de 1 bar pendant 2 heures. - D'une réserve d'eau d'incendie de 480 m3 - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. - De robinets d'incendie armés de 40 mm installés conformément aux normes NF S 61 201 et S 62 201. Ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs). Ils sont protégés contre les chocs et le gel <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie. »</p> <p>Absence d'extincteurs dans la cellule du locataire « ART MOBILIER »</p>	21.3	1 mois

Constats :

Vu la présence d'extincteurs répartis à l'intérieur de la cellule du locataire "ART MOBILIER".

Type de suites proposées : sans suites, respect de la prescription rappelée par APMD du 07/10/2024

Proposition de suites : pas de proposition de levée de l'APMD à ce stade (cf PC3 et PC4)

Nom du point de contrôle : PC 6

Référence réglementaire : Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024
Article 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003

Thème(s) : moyens de secours

Prescription contrôlée :

ARTICLE 1

La société WDP FRANCE est mise en demeure, pour son site situé parc d'activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL (62880), de respecter les prescriptions des articles 2.2, 20.5.2, 21.2.4, 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié dans les délais indiqués ci-dessous (à compter de la date de notification du présent arrêté).

PRESCRIPTIONS	ARTICLES	DELAIS
<p>21.3. - Moyens de secours</p> <p>« L'installation doit être dotée de moyens privés de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- Un réseau d'extinction automatique d'incendie implanté sur l'ensemble de l'entrepôt.- 6 poteaux d'incendie disposant des caractéristiques suivantes :<ul style="list-style-type: none">- poteaux de 100 mm- 4 des hydrants assurent en fonctionnement simultané, chacun un débit de 60 m3/h sous charge restante de 1 bar pendant 2 heures.- D'une réserve d'eau d'incendie de 480 m3- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.- De robinets d'incendie armés de 40 mm installés conformément aux normes NF S 61 201 et S 62 201. Ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs). Ils sont protégés contre les chocs et le gel <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie. »</p> <p>Fournir la preuve de la vérification de l'ensemble des extincteurs et des RIA du site.</p>	21.3	1 mois

Constats :

Vu la preuve de vérification pour l'année 2024 de l'ensemble des extincteurs (rapports de différentes sociétés) et des RIA (rapport de vérification de la société All du 13/06/2024) du site fournie par la société WDP FRANCE.

Type de suites proposées : sans suites, respect de la prescription rappelée par APMD du 07/10/2024

Proposition de suites : pas de proposition de levée de l'APMD à ce stade (cf PC3 et PC4)

Nom du point de contrôle : PC 7

Référence réglementaire : Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024
Article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié

Thème(s) : maintenance

Prescription contrôlée :

ARTICLE 1

La société WDP FRANCE est mise en demeure, pour son site situé parc d'activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL (62880), de respecter les prescriptions des articles 2.2, 20.5.2, 21.2.4, 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié dans les délais indiqués ci-dessous (à compter de la date de notification du présent arrêté).

PRESRIPTIONS	ARTICLES	DELAIS
<p><u>Article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié - Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance</u></p> <p>"L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation."</p> <p>Présence de non-conformités dans le rapport de vérification des portes coupe-feu.</p>	22	2 mois

Constats :

Le rapport de vérification de la société CMSI du 07/08/2023 des portes coupe-feu des cellules des sociétés LEGUILLON – LEPEDA – TRS présentait plusieurs non-conformités à lever.

Vu le procès-verbal de réception de l'intervention de la société CMSI le 27/08/2024 pour la levée des non-conformités dans les cellules LEGUILLON – LEBEDA pour les portes coupe-feu.

Type de suites proposées : sans suites, respect de la prescription rappelée par APMD du 07/10/2024

Proposition de suites : pas de proposition de levée de l'APMD à ce stade (cf PC3 et PC4)

Nom du point de contrôle : PC 8

Référence réglementaire : Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024
Article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié

Thème(s) : maintenance

Prescription contrôlée :

ARTICLE 1

La société WDP FRANCE est mise en demeure, pour son site situé parc d'activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL (62880), de respecter les prescriptions des articles 2.2, 20.5.2, 21.2.4, 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié dans les délais indiqués ci-dessous (à compter de la date de notification du présent arrêté).

PRESCRIPTIONS	ARTICLES	DELAIS
<p><u>Article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié - Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance</u></p> <p>"L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation."</p> <p>Présence de non-conformités dans le rapport de vérification des exutoires.</p>	22	2 mois

Constats :

Le rapport de vérification de la société CMSI du 07/08/2023 des exutoires des cellules des sociétés LEGUILLON – LEPEDA – TRS présentait des non-conformités à lever (cartouches de CO2 à remplacer pour au moins 22 exutoires).

Vu le rapport de la société CMSI du 12/07/2024 de la vérification périodique des exutoires pour les cellules des sociétés LEGUILLON – LEPEDA – TRS : bon fonctionnement mais demande le remplacement des cartouches CO2 de plus de 10 ans.

Vu le procès-verbal de réception de l'intervention de la société CMSI le 27/08/2024 pour la levée des non-conformités dans les cellules LEGUILLON – LEPEDA – TRS concernant les exutoires (remplacement de l'ensemble des cartouches CO2 de plus de 10 ans)

Type de suites proposées : sans suites, respect de la prescription rappelée par APMD du 07/10/2024

Proposition de suites : pas de proposition de levée de l'APMD à ce stade (cf PC3 et PC4)

